



Des discours et des hommes

Enquête sur les (ex-)dirigeants du SP.A
et la stratégie de communication du parti :
de l'image institutionnelle aux réalités socio-professionnelles

Par **Geoffrey Geuens**

Administrateur de l'IHOES

[Le gouvernement Di Rupo] est un gouvernement « de réformes », d'adaptation, de mutation, de notre système de sécurité sociale, hérité... des années cinquante ! [...] Pensez... Le divorce était interdit ! Il n'existait qu'en URSS ! Je veux dire par là qu'il est temps de faire bouger les choses en sécurité sociale [...] Sommes-nous aveugles ? Veut-on tout perdre ? Non ? Alors, réformons !

[...] comment garder un « État providence » si on part du principe que les gens travaillent moins de la moitié de leur vie et contribuent donc moins de la moitié de leur vie au financement du système ? Impossible.

[...] là où je ne suis pas d'accord avec les syndicats, c'est qu'ils tirent de tout cela des conclusions pessimistes, négatives... Surtout ne bougeons à rien, battons-nous sur les « acquis », on verra combien de temps le système social tiendra le coup, ce n'est pas notre problème... [...] Je suis un homme de gauche, donc un progressiste, et par définition, le progressisme, c'est l'adaptation, être proactifs. Le progressiste a envie d'aller voir de l'autre côté de la colline. Le conservateur défend la forteresse, c'est tout.

[...] Il y a une crise, il y a des dettes, il y a un héritage social à adapter, et ce n'est pas crédible de répondre : « Il n'y a qu'à faire payer les riches » ! C'est déraisonnable, mentir aux gens, et mettre en danger le système social. Après nous le déluge !

[...] Je comprends l'inquiétude, mais une grève générale, c'est quelque chose de très rare, et il faut garder la bombe atomique pour la guerre mondiale, pour le dernier combat, pour le gouvernement de droite qui applique vraiment des mesures de droite ! [...] Et une grève générale qui ne fait pas exploser le gouvernement est une bombe sans effet.

EXTRAITS DE L'INTERVIEW DE BRUNO TOBBACK AU SOIR, 26 JANVIER 2012.

Puisant sa force dans les fausses évidences dont il est tissé, le discours du président du SP.A, repris ci-dessus, s'appuie pour l'essentiel sur un argumentaire figé et une série de clichés qui ne sont pas sans rappeler la « rhétorique réactionnaire » étudiée par l'économiste américain Albert O. Hirschman¹ ; ainsi en est-il, en particulier, de ces trois thèses traditionnellement convoquées par des acteurs politiques ou socio-économiques critiquant l'« inefficacité » du modèle social belge et l'« inactivité » des allocataires sociaux :

- la **thèse de l'« effet pervers »** (*perversity*), tout d'abord, consacre l'idée selon laquelle toute velléité de transformation de l'ordre social et politique aurait pour effet d'obtenir des résultats inverses au but précisément recherché. Ainsi, et pour reprendre l'analyse développée par Bruno Tobbacq, en cherchant à tout prix à préserver certains « acquis sociaux », il deviendrait impossible d'assurer « un niveau de vie raisonnable » à tous. La défense inconditionnelle de l'actuel modèle social pourrait, en quelque sorte, avoir pour conséquence directe l'affaiblissement de ce dernier ;
- la **thèse de l'« inanité »** (*futility*) tend pour sa part à démontrer que tout projet politique d'émancipation ou action collective de contestation est incapable de modifier l'ordre des choses, sauf en apparence. À suivre le président du parti socialiste flamand, « une grève générale » qui ne ferait pas « exploser le gouvernement » serait « une bombe sans effet » ;
- la **thèse de la « mise en péril »** (*jeopardy*), plus radicale encore, ne souffre quant à elle aucune ambiguïté : en s'opposant frontalement au projet du gouvernement Di Rupo I, les syndicats pourraient « tout perdre », et en voulant « faire payer les riches », mettre « en danger le système social » pour le maintien duquel ils affirment se battre.

¹ Albert O. Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991.

Exaltation du changement (« adaptation », « mutation », « proactivité », etc.), imposition des seules solutions néo-libérales au problème « des dettes publiques » et accusations répétées à l'encontre des organisations syndicales ; voilà donc, en première analyse, quelques-uns des éléments définitoires de la communication politique du SP.A. Optimisme contre pessimisme, altruisme contre égoïsme, vérité contre mensonge : les couples antinomiques se soutiennent l'un l'autre pour mieux désigner à la vindicte populaire des syndicats soupçonnés à la fois de défaitisme, de corporatisme et de populisme ; et, dans un même mouvement, décrédibiliser les actions de protestation (grève générale = bombe atomique) et propositions de gestion de crise alternatives. Ainsi que l'ont bien analysé les politologues français Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, la grande majorité des socialistes européens semblent aujourd'hui se donner pour mission de convaincre une partie de leur électorat du bien-fondé des politiques d'austérité imposées à l'échelle du continent :

« Les élites socialistes partagent des représentations des catégories populaires relativement homogènes : le peuple est jugé “rétif” aux changements, à la “modernisation”, à l'adaptation à la mondialisation, inapte à la compréhension de la “complexité” du monde. Il convient donc d'adopter une “pédagogie” de la réforme à destination de ces groupes... »²

À cet égard, les prises de position du président du SP.A s'inscrivent, pour l'essentiel, dans la filiation des ténors du social-libéralisme européen que sont Anthony Blair, Gerhard Schröder et Wim Kok, pour ne citer que les plus connus d'entre eux. On aurait, dès lors, pu attendre des principaux observateurs de la vie politique belge qu'ils s'interrogent sur les raisons de ce revirement idéologique et programmatique ; si tant est que l'on puisse réellement, en ce qui concerne le SP.A, parler de revirement. Au contraire, la plupart des éditorialistes francophones comme néerlandophones virent en Bruno Tobbacq un réformiste de « conviction », « moderne » et « courageux ». Ce fut notamment le cas du rédacteur en chef adjoint des médias du groupe RTL Belgique :

« Sur le plan purement politique on retiendra deux choses. D'abord que Bruno Tobbacq cultive sa modernité, qui est un peu sa marque de fabrique. [...] Mais aussi, et ce deuxième point est révélateur, qu'il n'a pas peur de monter au créneau pour soutenir le gouvernement Di Rupo. Pour lui, il n'est pas question d'un gouvernement de centre-centre, mais d'un gouvernement de réformes. S'il se dresse contre la grève générale c'est parce qu'il est pour les réformes gouvernementales. [...] voici quelqu'un qui assume l'accord et qui le défend. [...] Bruno Tobbacq montre qu'il est dans la majorité par conviction, quand d'autres présidents nous donnent l'impression d'y être par obligation. »³

Une analyse visiblement partagée par *Le Soir*, convaincu à son tour de la pertinence du propos de M. Tobbacq :

« Les syndicats ont le droit de faire la grève et les politiques savent que ces craintes doivent être dites. Mais gare aux communications corporatistes ou purement symboliques, aux “y a qu'à”. Les citoyens ont surtout besoin qu'on travaille aux solutions. Les défis gigantesques et affolants du moment pèsent sur tous. Responsables politiques, patronaux, ou syndicaux doivent refuser les slogans faciles, l'habillage. Il faut dire la vérité, assumer les difficultés. C'est en cela que Bruno Tobbacq était remarquable dans *Le Soir* : il ne fuyait rien, ni la vérité ni sa responsabilité. [...] La schizophrénie n'apporte rien. Les citoyens veulent des discours vrais, non électoralistes ni de circonstance. Ils savent que les temps sont graves. Syndicats et hommes politiques ont intérêt à se rejoindre après ce lundi. La transformation difficile mais impérative de notre modèle social demande de la coopération, de la pédagogie, de la transparence, pas d'affrontements démagogiques. L'heure n'est plus à se mentir ou à se bercer d'illusions. »⁴

C'est donc, pour les élites éditoriales belges, les positions les plus ouvertement néo-libérales défendues par le président des socialistes flamands qui en feraient un dirigeant politique « vrai », « remarquable » et « responsable » ; les autres leaders et ténors du parti ne manquant pas une occasion, d'ailleurs, de rappeler qu'il convient d'« activer » les allocataires sociaux, de défendre la « compétitivité » des entreprises et d'éviter un « dérapage » des salaires. Dans son allocution du 1^{er} mai dernier, par exemple, M. Tobbacq exigera que l'argent récupéré par John Crombez (SP.A) dans le cadre du programme de lutte contre la fraude fiscale serve à « réduire les charges sur le travail » ; après avoir affirmé en février 2013, au *Vif*, qu'il fallait « au moins travailler la moitié de sa vie ». À la même époque, lors de l'émission de radio « Le Grand Oral » réalisée sur La Première (RTBF) en collaboration avec le journal *Le Soir*, Bruno Tobbacq enfoncera le clou, précisant qu'en matière d'allongement des carrières « rien ou presque [n'avait] été fait », qu'il fallait des mesures « fortes et rapides » et, surtout, travailler « aussi longtemps » qu'on le pouvait⁵.

² Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006, p. 239.

³ Fabrice Grosfilley, « Bruno Tobbacq est contre la grève générale », *Carnet politique*, blog de Fabrice Grosfilley sur rtinfo.be, 26 janvier 2012.

⁴ Béatrice Delvaux, « Une grève déchirante », *lesoir.be*, 28 janvier 2012.

⁵ Michelle Lamensch, « De Croo : «Travailler jusqu'à 65 ans» », *lesoir.be*, 11 février 2013.

De l'esprit d'entreprise au monde de l'entreprise

C'est ainsi, très précisément, leur abandon des politiques véritablement progressistes – et, par là même, leur adhésion aux thèses des principales organisations patronales belges – qui vaut aujourd'hui aux dirigeants du SP.A d'être qualifiés, par la grande presse, de « modernes » et de « progressistes ». Quant aux éléments avancés par les éditorialistes pour expliquer ce relatif basculement idéologique, ils se révèlent assez pauvres et simplistes : désireux de capter les voix d'un électorat issu des classes moyennes – pour lesquelles, dit-on, les principes d'égalité et de solidarité ne seraient pas (ou plus) des valeurs en soi – et bien conscients du caractère figé de leurs anciens référents, les leaders du SP.A n'auraient pas d'autres choix que de réviser une doctrine dépassée face à la « globalisation des marchés » et la « complexité du monde ». Dans la grande presse, il est ainsi rarement suggéré que si le SP.A s'était aligné – au cours de ces quinze dernières années – sur certaines des positions défendues par la FEB (Fédération des Entreprises de Belgique), le VEV-VOKA (Vlaams Economisch Verbond - Vlaams netwerk van ondernemingen)⁶ ou encore l'UNIZO (Unie van Zelfstandige Ondernemers)⁷, c'était bien dans une large mesure parce que ces dirigeants avaient entre-temps rejoint le secteur privé et, pour être tout à fait précis, quelques-unes des plus importantes sociétés belges et européennes.

À cet égard, le cas de feu Karel Van Miert, ancien président du SP et commissaire européen aux Transports (1989-1993) puis à la Concurrence (1993-1999), mérite que l'on s'y attarde un instant et ce, pour plusieurs raisons. Ici, c'est d'abord, bien entendu, le nombre de mandats qui interpelle : après avoir quitté Bruxelles, Van Miert deviendra administrateur ou conseiller international d'une quinzaine de sociétés financières et de multinationales présentes dans des secteurs aussi divers que le multimédia (De Persgroep), l'électronique (Philips), la chimie (Solvay), l'énergie (RWE), la pharmacie (Eli Lilly), les mines (Anglo American) et les technologies de santé (Guidant). Il est également intéressant de noter que loin de se cantonner à son pays d'origine (Solvay, Agfa-Gevaert, SCR-Sibelco), Karel Van Miert obtiendra plusieurs mandats au sein de grandes entreprises européennes (RWE, Vivendi Universal, Philips) et américaines (Eli Lilly, Guidant, Fitch) ; et, fait notable s'il en est, à la banque d'affaires Goldman Sachs. Jouissant d'un « capital social cosmopolite » – pour reprendre la formule de la sociologue Anne-Catherine Wagner⁸ – il fut, dès lors, en mesure de représenter les intérêts, parfois même contradictoires, des milieux d'affaires européens et américains, à l'instar, avant lui, d'un Étienne Davignon. Enfin, il faut bien observer qu'aussi exceptionnelle que puisse apparaître la trajectoire professionnelle et politique de Van Miert, elle n'en est pas moins emblématique des stratégies de reconversion adoptées par les plus grands noms de la social-démocratie européenne – on l'a montré par ailleurs⁹ – et, en particulier, par d'anciens membres de sa propre formation politique (voir encadrés en fin d'article). Ainsi, la plupart de ceux qui firent partie, comme Karel Van Miert, de la génération des « jeunes Turcs » du SP sont presque tous passés dans le monde des entreprises privées – songeons à Willy Claes (Carrefour Belgique), Freddy Willockx (Banque Crelan, Akkermans & Partners, Enfinity), Luc Van den Bossche (Optima Financial Planners, Arinso International, Merckx Holding) ou, encore, Marcel Colla (Ritmo Interim, Waterland Private Equity Investments).

Notons que si c'est, bien évidemment, le carnet d'adresses de ces personnalités politiques – et, en tout premier lieu, leurs contacts au plus haut niveau de l'administration – qui a favorisé leur reconversion dans le privé, leurs nominations aux conseils d'administration de certaines sociétés semblent aussi répondre à des logiques que l'on pourrait qualifier de sectorielles : Marcel Colla, ancien ministre de la Santé publique et des Pensions, a été administrateur de la firme privée Arseus, présente dans le secteur des soins et équipements de santé, et de Ritmo Interim ; Johan Vande Lanotte, ex-ministre de l'Économie et de la Mer du Nord, siègera au conseil de plusieurs acteurs-phares de l'énergie éolienne (Electrawinds, Northwind, Rotary RS) ; Luc Van den Bossche, jadis chargé de la Fonction publique et de la Modernisation de l'État, est passé par Hudson Belgium (ressources humaines) et Arinso International (logiciels en gestion RH) ; quant à Freddy Willockx, ministre des Pensions du gouvernement Dehaene I, il est président du conseil d'administration d'Akkermans & Partners NV, une société précisément active dans le secteur de la gestion des pensions.

Si, enfin, la reconversion de Karel Van Miert – fort de son ex-position de commissaire à la Concurrence – a pu se réaliser, pour partie, à l'échelle internationale, il convient de noter que pour les anciens présidents et ministres du SP.A, c'est souvent sur la base de réseaux de sociabilité locaux que se prennent certaines réorientations professionnelles. Steve Stevaert, par exemple, a conseillé le groupe de construction Machiels basé à Hasselt, ville où il officia en tant que bourg-

⁶ Née en 2004 de la fusion entre le VEV et les Chambres de Commerce, la VOKA est actuellement la plus puissante des organisations patronales du Nord du pays. Elle représente aujourd'hui plus de 16.000 entreprises.

⁷ Organisation patronale flamande, l'UNIZO représente les intérêts des entrepreneurs, des PME et des professions libérales.

⁸ Anne-Catherine Wagner, *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte, 2007.

⁹ Geoffrey Geuens, « D'une Internationale à l'autre », article déposé sur le blog *jolimai.org*, février 2012.

mestre ; l'ostendais Johan Vande Lanotte sera lui administrateur de plusieurs firmes portuaires (Electrawinds, EKO) ; le gantois d'adoption Luc Van den Bossche siègera au conseil d'administration de nombreuses sociétés basées à Gand (Optima Financial, Hudson Belgium, Bouw Maes) ; quant à l'anversois Marcel Colla, il est notamment conseiller de deux entreprises situées à Anvers (Waterland Private Equity Investments, Ritmo Iterim).

Ensemble au gouvernement, ensemble dans les affaires

En première analyse, il est donc permis d'affirmer que la reconversion d'anciens dirigeants du SP.A dans le monde des affaires s'éclaire autant à la lumière de l'expérience professionnelle de ces agents sociaux que de leur carnet d'adresses politique et proximité géographique avec les sièges sociaux des entreprises qui les emploient. Une étude, plus ciblée, des réseaux sociaux à l'œuvre dans l'univers des grandes entreprises belges permet aussi, dans un second temps, de dessiner les contours de cette élite économique flamande à laquelle sont intégrés d'ex-responsables socialistes néerlandophones. Enfin, plusieurs phénomènes attestent aussi de l'existence de cette dynamique d'entre-soi observable dans le monde des affaires : d'une part, il n'est pas rare de retrouver plusieurs anciens dirigeants du SP.A au sein d'une même firme privée ; d'autre part, il est également fréquent que d'ex-partenaires gouvernementaux, issus de diverses formations politiques (SP.A, CD&V, Open VLD), se retrouvent au sein d'une même entreprise. Plusieurs exemples témoignent de cette logique – proprement endogamique – de cooptation qui n'est pas sans rappeler le fonctionnement des « noyaux durs » à la française.

C'est sur proposition de Karel Van Miert, alors administrateur de Carrefour Belgium, que Willy Claes fera son entrée au conseil du groupe de distribution ; Herman Verwilt (ex-Fortis), ancien chef de cabinet de Willy Claes au ministère des Affaires économiques, est lui devenu administrateur et président du conseil d'administration du groupe Optima, en décembre 2011, en remplacement de Luc Van den Bossche, nouveau président du comité de direction d'Optima ; quant à Gérard Van Acker, prédécesseur de Verwilt au cabinet de Willy Claes, il est président du comité d'investissement du QBIC Feeder Fund dont Herman Verwilt est administrateur indépendant.

Marcel Colla (SP.A) a été administrateur de la société Arseus aux côtés de l'homme d'affaires Marc Coucke (patron d'Omega Pharma) qui est actionnaire de la firme énergétique Enfinity – tout comme Christophe Desimpel (Open VLD)¹⁰ – dont Freddy Willockx (SP.A) et Jean-Luc Dehaene (CD&V) sont conseillers ; Luc Van den Bossche (SP.A) a présidé aux destinées de la société Merckx Holding (Groep Willemen) à l'époque où siégeait l'ancien secrétaire d'État au Commerce extérieur Pierre Chevalier (Open VLD). Quant à Johan Vande Lanotte (SP.A), il a été administrateur de la compagnie Electrawinds, contrôlée par la famille de Paul Desender, conseiller communal N-VA à la ville de Bruges ; mais aussi administrateur du Basket Club Oostende, aux côtés de Paul Desender et Arthur Goethals, ce dernier ayant été administrateur délégué de Gault Millau Benelux, une société présidée par Steve Stevaert (SP.A).

Et s'il fallait un seul nom pour illustrer l'étroitesse des liens tissés, ces dix dernières années, entre le SP.A et quelques-unes des plus grandes entreprises et fortunes belges, on citerait celui de Luc Van den Bossche. Cet ex-ministre de la Fonction publique – dont la fille (Freya) sera vice-Première ministre du gouvernement Verhofstadt II – fut membre du comité de direction de l'organisation patronale flamande VOKA. Il est aujourd'hui président du Land Invest Group, une entreprise de promotion immobilière contrôlée par Paul et Marc Schaling¹¹. Ces deux hommes d'affaires étaient, jusqu'il y a peu, les organisateurs de la très emblématique « Foire des Millionnaires »¹².

¹⁰ Lire : Geoffrey Geuens, « Médias et communication politique. La presse, l'Open Vld et l'impôt sur la fortune », Analyse de l'IHOES, n° 108, 20 mars 2013.

¹¹ Pour de plus amples informations sur la famille Schaling et la reconversion de Luc Van den Bossche, on lira avec intérêt l'article de Georges Timmerman, « Comment le PS et la NV-A collaborent sur le marché immobilier d'Anvers », *apache.be*, 10 janvier 2013.

¹² Pour découvrir la « Foire des Millionnaires », lire l'article du *Nouvel Observateur* consultable à l'adresse suivante :

<http://tempsreel.nouvelobs.com/la-crise-financiere/20081128.OBS3047/ouverture-d-une-foire-pour-millionnaires-russes.html>.

ENCADRÉ 1 : PRÉSIDENTS DU SP.A

Willy CLAES – *membre du bureau du parti, ministre d'État*

Ex-co-président du Parti socialiste belge (PSB) (1975-1977)
 Ex-ministre des Affaires économiques (1977-1981, 1988-1992)
 Ex-vice-Premier ministre (1979-1981, 1988-1994)
 Ex-ministre des Affaires étrangères (1992-1994)
 Ex-président du Parti socialiste européen (1992-1994)
 Ex-secrétaire général de l'OTAN (1994-1995)

- Administrateur de Carrefour Belgique (grande distribution) (2007-)

Karel VAN MIERT – *ministre d'État (décédé)*

Ex-co-président du PSB (1977-1978)
 Ex-président du Socialistische Partij (SP) (1978-1989)
 Ex-commissaire européen aux Transports (1989-1993)
 Ex-commissaire européen à la Concurrence (1993-1999)

En Belgique :

- Administrateur de De Persgroep (multimédia), groupe contrôlé par la famille Van Thillo (13^e fortune belge en 2010 : 814 millions d'euros¹³)
- Administrateur de Solvay (chimie), groupe contrôlé par les familles Boël (14^e fortune belge en 2012 : 760 millions d'euros) et Janssen (21^e fortune belge en 2012 : 538 millions d'euros)
- Administrateur de SCR-Sibelco (industries extractives), groupe contrôlé par la famille Emsens (3^e fortune belge en 2012 : 2,4 milliards d'euros)
- Administrateur d'Agfa-Gevaert (TIC, technologies de la santé)

En Europe :

- Administrateur de Philips (conglomérat)
- Administrateur de Wolters Kluwer (édition)
- Administrateur de DHV Group (ingénierie, consultance)
- Administrateur de Munich Re (assurance, services financiers)
- Administrateur de RWE (énergie)
- Administrateur de Fraport (aéroports)
- Administrateur de Vivendi Universal (communication)
- Administrateur d'Anglo American (mines)
- Conseiller international de Rabobank (Pays-Bas)
- Conseiller international de Boer & Croon (société de conseils)
- Conseiller international de Guidant Europe N.V. (technologies de la santé)

Aux États-Unis :

- Conseiller international d'Eli Lilly Holdings (pharmacie)
- Conseiller international de Goldman Sachs (services financiers)
- Conseiller international de Fitch Ratings (agence de notation)

Patrick JANSSENS

Ex-président du SP (1999-2001) et du SP.A (2001-2003)
 Ex-bourgmestre d'Anvers (2003-2012)

- Directeur général de la firme VVL/BBDO (publicité) (1991-1997) et président de BBDO Belgium (1997-1999)
- Ex-administrateur de Dexia Banque Belgique

¹³ Les positions dans le classement et l'estimation des fortunes belges sont reprises du livre de Ludwig Verduyn, *De 200 rijkste Belgen*, Leuven, Van Halewyck, 2012.

ENCADRÉ 1 (SUITE) : PRÉSIDENTS DU SP.A

Steve STEVAERT – *membre du bureau du parti, ministre d'État*

Ex-vice-ministre-Président du gouvernement flamand (1998-1999)

Ex-ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Énergie (1998-2003)

Ex-président du SP.A (2003-2005)

Ex-gouverneur de la Province du Limbourg (2005-2009)

Anciens et/ou actuels mandats détenus :

- Président d'EthiasCo (depuis juillet 2013)
- Administrateur de la société Ethias Droit Commun
- Administrateur de la société Network Research Belgium (lié au groupe Ethias)
- Administrateur de Vitrufin (holding faitier du groupe Ethias)
- Président du conseil d'administration de Dela Investment Belgium (assurances obsèques)
- Président du conseil d'administration de GaultMillau Benelux (guides gastronomiques)
- Administrateur d'Elia (gestion du réseau de transport d'électricité)
- Ancien président du conseil d'administration de Dinh Vu Industrial Zone (Vietnam), projet portuaire auquel participe le Group Machiels (construction, logistique), contrôlé par la famille Machiels (124^e fortune belge en 2012 : 77 millions d'euros)
- Ancien administrateur de la société One Facility Services (nettoyage, entretien), aux côtés de Christian Van Thillo (13^e fortune belge en 2010 : 814 millions d'euros) et Philippe Van de Vyvere (24^e fortune belge en 2012 : 499 millions d'euros)

Johan VANDE LANOTTE¹⁴ – *membre du bureau du parti, ministre d'État, vice-Premier ministre et ministre de l'Économie (depuis 2011)*

Ex-ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique (1994-1995)

Ex-vice-Premier ministre (1995, 1999-2005)

Ex-ministre du Budget (1999-2005)

Ex-président du SP.A (2005-2007)

Anciens et/ou actuels mandats détenus :

- Ancien président du conseil d'administration du groupe Electrawinds (énergies renouvelables) contrôlé par la famille Desender
- Ancien président du consortium Otary RS (éolien offshore)
- Ancien administrateur du consortium Northwind (éolien offshore)
- Ancien administrateur du Basket Club Oostende
- Ancien collaborateur du cabinet d'avocats d'affaires international DLA Piper

¹⁴ Pour de plus amples informations sur les réseaux d'affaires de Johan Vande Lanotte, on lira l'ouvrage de Wim Van den Eynde et Luc Pauwels, *De Keizer van Oostende*, Leuven, Uitgeverij Van Halewyck, 2012.

ENCADRÉ 2 : MINISTRES SP.A

Freddy WILLOCKX – *membre du bureau du parti, ministre d'État, conseiller communal à Sint-Niklaas*

Ex-ministre des PTT (1980-1981, 1988-1989)

Ex-ministre des Pensions (1992-1994)

Ex-parlementaire européen (1994-1999)

- Président du conseil d'administration de la société privée Akkermans & Partners NV (consultance et gestion des pensions), filiale belge du groupe néerlandais éponyme
- Membre du comité consultatif du groupe Enfinity (énergies renouvelables), dont les principaux actionnaires sont Gino Van Neer (127^e fortune belge en 2012 : 74 millions d'euros), Patrick Decuyper (127^e fortune belge en 2012 : 74 millions d'euros), Marc Coucke (Omega Pharma / 18^e fortune belge en 2012 : 588 millions d'euros), Xavier Vanden Avenue (180^e fortune belge en 2012 : 39 millions d'euros) ainsi que la famille de Christophe Desimpel (198^e fortune belge en 2012 : 33 millions d'euros)
- Administrateur du Groupe Crelan, né de la fusion en avril 2013 du Crédit Agricole et de Centea. Crelan détient les banques Crelan, Keytrade Bank et Europabank.
- Ancien administrateur de Telenet (fournisseur d'accès à internet)

Marcel COLLA

Ex-ministre des PTT (1989-1992)

Ex-ministre des Pensions (1994-1995)

Ex-ministre de la Santé publique et des Pensions (1995-1999)

- Administrateur de l'entreprise privée Ritmo Interim (agences de placement, intérim) (2001-2007)
- Administrateur de la société Sheherazade Developpement (services informatiques et logiciels en ressources humaines) (2009-), société membre du groupe Acerta
- Ancien administrateur de la société privée Arseus (fourniture de produits médicaux) (2009-2010), en tant que représentant de la firme EnHold, premier actionnaire d'Arseus. EnHold est un fonds d'investissements à travers lequel le groupe belgo-néerlandais de capital-investissement Waterland Private Equity Investments est actionnaire d'Arseus. Marcel Colla est toujours membre du comité consultatif de Waterland P.E.I.

Luc VAN DEN BOSSCHE

Ex-ministre flamand des Affaires intérieures (1988-1992)

Ex-ministre flamand de la Fonction publique (1988-1998)

Ex-ministre flamand de l'Éducation (1992-1998)

Ex-vice-Premier ministre (1998-1999)

Ex-ministre de l'Intérieur (1998-1999)

Ex-ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration (1999-2003)

- Président du Comité de Direction du groupe privé Optima Financial Planners (leader belge du marché de la planification financière et fiscale) (décembre 2011-)
- Président du conseil d'administration du Land Invest Group (promotion immobilière) (2011-)
- Administrateur de la société Hudson Belgium (ressources humaines, *outplacement*) (2007-), dirigée par Ivan De Witte, vice-président d'Hudson Europe et président du club de football de La Gantoise
- Ancien président du conseil d'administration de la firme Merckx Holding (ingénierie, construction) (2007-2010), contrôlée par le groupe et la famille Willemen (172^e fortune belge en 2012 : 44 millions d'euros)
- Ancien président du conseil d'administration de l'Artevelde-Stadion (gestionnaire du nouveau stade du club de La Gantoise) (2007-2011), aux côtés de l'actuel président de la société : Paul Gheysens (28^e fortune belge en 2010 : 434 millions d'euros)
- Ancien administrateur de la firme Ecodis (systèmes de désinfection des eaux) (2007)
- Ancien administrateur du groupe Algemene Bouw Maes (construction), contrôlé par la famille Maes
- Ancien administrateur de l'entreprise privée Arinso International (logiciels en gestion RH, *outsourcing*) (2003-07), alors contrôlée par Jos Sluys (42^e fortune belge en 2012 : 248 millions d'euros)
- Ancien administrateur délégué de BIAC
- Ancien président du conseil d'administration de Brussels Airport Company
- Ancien président du conseil d'administration d'Optima Financial Planners (2008-2011)

Bruno TUYBENS – *député fédéral*

Ex-secrétaire d'État aux Entreprises publiques (2005-2007)

- Ancien directeur de la division « Investissements durables et éthiques » au sein de la société KBC Asset Management (KBC Group) (2002-2005)
- Ancien administrateur et co-directeur du fonds Impulse Microfinance Investment Fund (KBC Group)

ENCADRÉ 3 : CHEFS DE CABINET SP.A

Herman VERWILST – *censeur honoraire de la Banque nationale de Belgique*

Ex-sénateur (1991-1992)

Ex-chef de cabinet du ministre des Affaires économiques et de la Planification – Willy Claes (1988-1991)

Mandats actuels :

- Président du conseil d'administration du groupe Optima Financial Planners (leader belge du marché de la planification financière et fiscale) (décembre 2011-)
- Président du conseil d'administration du QBIC Brussels Fund (le fonds QBIC est un fonds de soutien aux *spin-off* des universités d'Anvers, de Gand et de Bruxelles) (2012-)
- Administrateur du fonds QBIC Arkiv Fund (2012-)
- Administrateur du fonds QBIC Feeder Fund (2012-)

Anciens mandats :

- Ex-administrateur délégué du groupe Fortis (2008)
- Ex-président du conseil d'administration de Fortis Banque et Fortis Insurance (2008)
- Ex-administrateur délégué adjoint du groupe Fortis (2000-2008)
- Ex-président du comité de direction de Fortis Banque (1998-2008)

Gerard VAN ACKER

Ex-chef de cabinet du vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques – Willy Claes (1978-1980)

Ex-directeur général du holding public flamand Gimv (1980-2001)

Mandats actuels :

- Président du conseil d'administration du groupe Montea (immobilier) (2006-), dont le premier actionnaire est la famille de Dirk De Pauw (190^e fortune belge en 2012 : 36 millions d'euros)
- Président du conseil d'administration de la firme de *venture capital* Capital E (2006-)
- Administrateur de Capricorn Venture Partners (société d'investissements), présidée et contrôlée, pour partie, par Philippe Haspeslagh (la famille de Richard Haspeslagh est, en 2012, la 171^e fortune belge : 44 millions d'euros ; cette famille contrôle les sociétés agro-alimentaires Dujardin et Unifrost)
- Administrateur du groupe Exequates (environnement, sécurité, géotechnique) (2006-)
- Administrateur du fonds de capital risque Brussels I3 Fund (depuis 2002), contrôlé par les sociétés Brustart (groupe Société Régionale d'Investissement de Bruxelles), Fortis Private Equity Belgium (groupe BNP Paribas Fortis), Ethias, KBC Private Equity (groupe KBC) et la Vrije Universiteit Brussel
- Administrateur du fonds QBIC Arkiv Fund (2012-)
- Administrateur du fonds QBIC Feeder Fund (2012-)

Anciens mandats :

- Ex-administrateur de la société de *private equity* TrustCapital (2006-2012), présidée et contrôlée par Christian Dumolin (32^e fortune belge en 2012 : 321 millions d'euros), et ce par le biais de la holding Koramic Investment Group
- Ex-administrateur de la société semencière américaine Ceres (2009-2010)
- Ex-administrateur de la firme Accent Jobs for People (recrutement, sélection, interim) (2006-2012)
- Ex-administrateur de la société RealDolmen (services informatiques) (2001-2004)
- Ex-administrateur exécutif de la Verenigde Malderse Compagnie, holding de contrôle du groupe Seghers Better Technology en Seghers Life Sciences, elle-même contrôlée par la famille d'Hendrik Seghers (2001-2002)
- Ex-administrateur des Établissements Yvan Pâque (2001-2011), contrôlée par la famille Pâque et, depuis 2005, par le groupe français de BTP Eiffage